

I

LE PROBLÈME YOUGOSLAVE ET LES CONTRADICTIONS TITISTES

Le conflit de Tito avec Moscou a posé une fois de plus le problème yougoslave dans toute son ampleur. Son aspect international est le plus discuté et on ne cesse de s'interroger: «Où va la Yougoslavie de Tito? — Pourquoi ses hésitations entre l'Orient et l'Occident? — Jusqu'où Belgrade suivra-t-il Tito dans sa politique pro-occidentale?» Tous les observateurs avertis envisagent avec juste raison la possibilité d'un coup d'État kominformiste en Yougoslavie, non moins qu'une agression extérieure.

Pour pouvoir envisager d'une manière positive les perspectives de la Yougoslavie de Tito, il faut analyser avant tout les conditions nationales particulières de ce pays: déceler les forces agissant au sein du Parti Communiste et parmi les différents peuples yougoslaves.

La question yougoslave s'était tout d'abord posée au XIXe siècle et, ensuite, au cours de la première guerre mondiale, comme un problème purement national. Celui-ci a conservé ce caractère national jusqu'à maintenant, bien qu'il se soit compliqué, après 1919 et 1941, du facteur social.

Le mouvement partisan de Tito doit, en grande partie, sa victoire sur Mihaïlovic et Pavelic, sur le roi Pierre et Macek, à sa formule politique, synthétisant dans une certaine mesure les aspirations sociales et nationales du pays. Cependant le progrès réalisé n'a pas répondu à l'attente. Le communisme a travesti, mais non résolu, le drame balkanique. Les révélations concernant le conflit Tito-Moscou nous ont appris, entre autres, que, depuis longtemps, il existait des controverses graves entre les communistes de Sofia et de Belgrade au sujet de la Macédoine et des relations entre la Bulgarie et la Yougoslavie. Elles nous ont de même appris que de semblables controverses avaient opposé les communistes albanais et serbes au sujet de la région de Kosovo-Metohia, habitée en grande majorité par des Albanais et annexée à la Serbie par Pasic en 1912, après la première guerre balkanique. En outre, dans son interview à l'United Press du 7 janvier 1951, Tito a déclaré, en s'excusant presque, de ne pouvoir libérer l'archevêque de Zagreb Stepinac parce que les orthodoxes, c'est-à-dire les Serbes, s'y opposaient catégoriquement. Ainsi donc, en plus des conflits serbo-macédonien-bulgare et serbo-albanais, nous avons la confirmation officielle de l'existence du vieux conflit serbo-croate, avec cette précision — donnée par Tito lui-même — que son gouvernement obéit, dans les différends entre Serbes et Croates, aux exigences des Serbes, exactement comme il le fait dans le différend qui oppose les Serbes aux Bulgares et aux Albanais: «On ne peut rien y changer», a conclu mélancoliquement Tito.

Le conflit entre Belgrade et Moscou fait également ressortir son caractère nettement national: indépendance ou soumission de la Yougoslavie à l'U. R. S. S. En effet, aucune divergence, ni théorique, ni pratique, n'existait auparavant entre Tito et Staline, puisque le système politico-social de la

Yougoslavie et de l'U. R. S. S. était et est encore, au fond, le même.

Sans doute, la victoire du communisme en Yougoslavie, comme dans les autres pays de l'Est européen et de l'Asie, doit être attribuée en grande partie à l'état arriéré de ces nations sur le plan économique et social. Mais les soubresauts du communisme yougoslave ont été déterminés et ils restent dominés par le mobile national: les antagonismes locaux yougoslaves et balkaniques et les relations des peuples et des États balkaniques avec les grandes puissances de l'Est et de l'Ouest sont fonction des relations entre Belgrade, d'une part, et Sofia, Skopje, Tirana et Zagreb, d'autre part.

L'antagonisme qui existe depuis 1918 entre les Serbes, d'une part, les Bulgares, les Macédoniens et les Croates d'autre part, prouve que les Slaves balkaniques n'ont pas encore trouvé une plate-forme politique pouvant assurer leur mutuelle collaboration. Les causes de cette carence sont multiples.

Le jeu des grandes puissances a été certainement plus nuisible qu'utile aux peuples balkaniques. L'Allemagne et l'Italie aspiraient à la domination directe des Balkans. Les puissances occidentales et la Russie ont imposé la création de la Yougoslavie dominée par les Serbes, ce qui eut pour résultat de jeter le pays dans une série de crises politiques sur le plan extérieur et intérieur, aussi bien sous les Karageorgévitch que sous Tito. Cependant la raison principale du drame balkanique réside dans le caractère même de ces peuples: dans leur insuffisante maturité politique et, plus encore, dans leur formation nationale et religieuse rudimentaire, datant d'avant l'invasion turque et qui ne correspond plus aux exigences de leur situation géographique et nationale actuelles.

Les Yougoslaves et les Balkaniques sont victimes de leur esprit de clan, de leurs ambitions démesurées, de leur passé, de leurs meilleures traditions historiques, de leur formation nationale et religieuse qui s'est faite dans des conditions essentiellement différentes chez les uns et les autres. Chez les Serbes et chez les Croates, une telle formation contraste violemment avec leurs besoins vitaux de l'époque actuelle.

Les Bulgares, grande puissance à l'époque byzantine, sont aujourd'hui un petit peuple, comme les Serbes et les Roumains; les Macédoniens, qui, au moyen âge, tendaient à s'assimiler complètement aux Bulgares, se sont affirmés au XX^e siècle comme un peuple autonome, indépendant, quoique restant très proche des Bulgares.

La grandeur impériale byzantine pèse lourdement sur la petite Grèce contemporaine. Malgré la catastrophe survenue en Asie Mineure en 1921, les Grecs ne cessent de traiter en inférieurs les Slaves balkaniques et de leur barrer le débouché sur la mer Egée, aggravant ainsi une des causes essentielles du désordre balkanique.

Les Serbes traversèrent une véritable révolution démographique. Ils abandonnèrent leur patrie médiévale: la Rascia (région de Novi Bazar et Kossovo), qui perdit alors son vieux nom, laissant la place aux Albanais, venant du sud, et aux Musulmans, d'origine croate, de Bosnie, venant de l'Ouest. La majeure partie des Serbes émigrés peupla le confluent de la Save et du Danube et les régions plus au nord. La contrée autour de Belgrade qui, durant tout le moyen âge, était habitée et dominée par les Hongrois et les Bulgares, devint le nouveau centre national serbe.

Une autre importante fraction du peuple serbe émigra — ou fut emmenée par les Turcs — vers le nord-ouest (Bosnie, Dalmatie, Slovénie, Croatie), soit comme colons libres et

commerçants, soit comme serfs ou milice auxiliaire (turque d'abord, autrichienne ensuite). La majeure partie de ces Serbes fut groupée dans la région de l'ancienne frontière turco-autrichienne, qui se trouvait très éloignée de la Serbie proprement dite et séparée de celle-ci par une contrée presque entièrement catholique et musulmane. D'autres populations orthodoxes balkaniques s'installèrent à la même époque et s'assimilèrent aux Serbes.

Dans ces conditions, les Croates et les Serbes, qui vivaient, au moyen âge, éloignés les uns des autres, se trouvèrent bizarrement mêlés, et c'est ainsi qu'un tiers de la nation serbe se trouva dispersé. Belle occasion pour les ambitions démesurées de se manifester! Tandis que la langue et les mœurs populaires rapprochaient la population autochtone et les nouveaux venus, leurs traditions nationales différentes, et surtout leurs religions, les séparaient. La notion de religion l'emporte ici sur la notion de nationalité. Le fait qu'entre Belgrade et Zagreb le mot «catholique» est synonyme de croate et le mot «orthodoxe» de serbe en apporte la preuve.

Le troisième groupe de la nation serbe venant de Rascia s'était fixé au sud-ouest, au Monténégro (Zeta et Diocléa du moyen âge). Jusque-là cette région était habitée par une population slave particulière, catholique jusqu'au XIIe siècle, population mélangée, à forte proportion d'Albanais slavisés, et ayant subi l'influence croate des rives de l'Adriatique. L'influence des nouveaux venus, en particulier celle de l'Église orthodoxe serbe, qui à l'époque de la domination turque devenait prépondérante au Monténégro, laissait prévoir que les Monténégrins s'assimileraient définitivement à la nation serbe. Le résultat est assez différent: quoique très proches des Serbes, les Monténégrins se

sont révélés un peuple slavo-balkanique particulier, à l'instar des Macédoniens à l'égard des Bulgares.

L'invasion turque déplaça également vers le nord le centre national croate. Il passa de la Dalmatie continentale — portant le nom de Croatie à l'époque médiévale, — à Zagreb et à la Croatie actuelle, qui jusque-là s'appelait la Slavonie. Il en résulta un affaiblissement des positions croates en Dalmatie qui dura jusqu'à la deuxième moitié du XIXe siècle. Une évolution semblable — quoique d'un caractère différent — se produisit en Bosnie. Un lien étroit existait, durant tout le moyen âge, entre la Dalmatie-Croatie et la Bosnie. Or ce lien se relâcha sensiblement lorsque, sous l'action des dominicains et des franciscains, aux XIIIe et XIVe siècles, la Dalmatie fut reconquise par le catholicisme, et la Bosnie gagnée par la secte manichéenne des bogoiniles. Les bogomiles bosniaques se convertirent ensuite à la religion musulmane et leur conversion éloigna pour des siècles cette population importante de Bosnie de la communauté nationale croate.

Dans l'enchevêtrement inextricable des nationalités et des religions, la présence en Bosnie des musulmans entre les deux groupes rivaux, les catholiques et les orthodoxes, leur confère en quelque sorte le rôle d'arbitres de la situation.

Le caractère purement national de l'Église orthodoxe serbe constitue un obstacle décisif à l'assimilation des musulmans et des catholiques des régions mixtes à la nationalité serbe. Inversement, le caractère universel des religions catholique et musulmane facilite le rapprochement des musulmans avec les croates catholiques. Cela explique, entre autres, qu'au cours de la dernière guerre les musulmans et les catholiques combattaient ensemble les orthodoxes dans les régions mixtes de la Yougoslavie. Il y a cinquante ans, les Serbes affirmaient: «Les musulmans sont des

Serbes auxquels il manque encore la conscience nationale.» Ils disent aujourd'hui: «Les musulmans ne sont pas des Serbes, ils ne sont pas davantage des Croates.» Cette nuance indique l'évolution actuelle des musulmans. Mais elle est encore inachevée et cela permet aux Croates et aux Serbes d'essayer de la forcer chacun à son profit.

L'enchevêtrement des Serbes et des Croates rend difficile une entente entre eux; les traditions nationales ne la favorisent pas et lui sont plutôt nuisibles. Pour arriver à cette entente, il faudrait créer quelque chose de nouveau du point de vue idéologique et politique. Mais la prédominance du facteur religieux sur les sentiments nationaux des uns et des autres est encore le plus grand obstacle pour aborder ce problème d'une façon positive.

C'est ainsi que les Croates inclinent à considérer les Serbes en Croatie et en Bosnie uniquement comme une minorité religieuse et non comme une minorité nationale, c'est-à-dire comme une question susceptible d'être résolue sans tenir compte du reste de la nation serbe, dont le noyau central est la Serbie. Cette conception anti-historique est le grand point faible de la politique croate. C'est elle qui attacha pendant longtemps la majorité des Croates à l'Autriche (jusqu'en 1917). C'est elle encore qui les pousse vers la restauration chimérique de la maison des Habsbourg, de la «Fédération Danubienne», chaque fois qu'ils se voient obligés de combattre les visées grand-serbes. Ils ne se rendent pas suffisamment compte que le temps des Habsbourg, de l'Empire austro-hongrois et même du grand Reich allemand est révolu. Ils ne réussissent pas encore à se convaincre que leur destinée se trouve désormais organiquement liée à celle des autres peuples yougoslaves et balkaniques par suite de leur propre présence en Bosnie et en Dalmatie. Les Croates n'ont pas

compris clairement jusqu'aujourd'hui que ces peuples yougoslaves et balkaniques sont, à l'époque actuelle, leur partenaire et leur allié n° 1, aussi bien dans la lutte contre l'oppression grand-serbe que dans les solutions positives à chercher, et non les Autrichiens et les Allemands, non les Hongrois et les Italiens. Alors que tout les pousse à apporter leur contribution croate et occidentale sur le terrain yougoslave et balkanique pour y réussir ou succomber, ils préfèrent se cramponner à l'illusion d'une séparation tout à fait artificielle dans les conditions géo-politiques actuelles de la Péninsule balkanique. C'est la cause essentielle de leurs revers politiques.

En créant, en 1878, à San Stéfano, la Grande Bulgarie, création restée symbolique en raison de l'opposition de l'Angleterre, la Russie a, pendant quarante ans, poussé la Bulgarie à jouer un rôle de premier plan sur la scène balkanique, rôle qui revint plus tard, par la force des choses, à la Serbie. A la veille de la disparition de l'Empire ottoman et de celui des Habsbourg, il était tout naturel que les Serbes prissent, au début du xxe siècle, l'initiative d'apporter des solutions plus larges au problème yougoslave et balkanique, puisqu'ils se trouvaient au centre de la Péninsule, qu'ils tenaient avec Belgrade la clef des Balkans et avaient une forte minorité chez les Croates. Cela s'inscrit à leur actif dans l'histoire balkanique, et on doit reconnaître le soutien efficace de l'Église nationale serbe orthodoxe en l'occurrence.

La création de la Yougoslavie en 1918, sous la direction serbe, en a été la récompense. Malheureusement, dès ce moment, les Serbes ne se montrèrent pas à la hauteur de leur tâche. A vrai dire, ils avaient déjà failli à leur mission en 1912, durant la guerre balkanique. La Serbie de Pasic et la Grèce de Venizelos s'unirent contre les Bulgares, les

Macédoniens et les Albanais pour les vaincre, se partager leur territoire et les dominer ensuite. Nous nous trouvons ici devant un cas classique de l'impérialisme des petits États. Dès lors, cette partie méridionale de la Péninsule n'a connu aucun répit. Et pourtant cette solution précaire du problème albanais et macédonien passa presque inaperçue.

La Yougoslavie de 1918 et celle de 1945 englobent dans ses frontières cinq peuples yougoslaves: les Macédoniens, les Serbes, les Monténégrins, les Croates et les Slovènes, parmi lesquels les Serbes et les Croates sont numériquement les plus importants. Le rapport des forces entre les Serbes et les Croates pourrait, grosso modo, être comparé à celui des Allemands et des Hongrois dans l'ancienne Autriche-Hongrie, les uns occupant le centre de la partie Ouest et les autres le centre de la partie Est de l'État. Par les traditions nationales et historiques, ils sont en quelque sorte à égalité. Les Serbes dépassent numériquement les Croates, mais ceux-ci sont plus évolués au point de vue culturel et économique. Serbes et Croates puisent dans la religion un soutien essentiel. Il est donc évident que la petite Yougoslavie, sans les Bulgares, ne peut être viable que s'il existe une entente fondamentale entre les Serbes et les Croates.

Le manque de compréhension réciproque a été fatal. Toutefois, la responsabilité des Croates, en dépit de leurs défauts et de leur incompréhension à l'égard des traditions et des qualités serbes, n'est que secondaire, étant donné que les Serbes ne les traitèrent pas en égaux à la tête de l'État, mais uniquement comme des figurants dans le gouvernement ou comme un parti d'opposition. En revanche, les Serbes, monopolisant le pouvoir, encourent une responsabilité infiniment plus grande dans la catastrophe you-

goslave. Ils se sont en effet refusés à prendre en considération la tradition de l'État croate. Ils ont affirmé avec obstination le monopole de la tradition serbe et traité tout le reste de pur provincialisme et séparatisme. Selon la conscience nationale serbe et la volonté des dirigeants de Belgrade, il ne s'agissait pas d'unir et de coordonner deux États et deux consciences nationales, mais d'absorber la masse amorphe de la périphérie et de l'intégrer dans «le noyau serbe cristallisé». D'après cette conception, le pouvoir central revenait logiquement aux Serbes et le pouvoir local à la minorité serbe en Bosnie, Dalmatie, Slovénie et en Croatie, prise en sa qualité de population nationale la plus «sûre». En considérant la Yougoslavie comme une Serbie élargie, comme une Grande Serbie, cette politique apparaît tout à fait naturelle. Elle n'a fait que s'exaspérer sous l'influence du facteur religieux.

D'après la tradition byzantine, dont l'Église serbe est fortement imbue, l'État et l'Église s'identifient et c'est pourquoi l'Église serbe orthodoxe fut, en Serbie jusqu'en 1918, l'Église d'État, les autres communautés religieuses n'y étant que tolérées. Cette situation est restée *de facto*, sinon *de jure*, dans la Yougoslavie de Karageorgévitch et même dans celle de Tito. Il suffit à cet égard de rappeler la différence de traitement dont firent l'objet le patriarche de Belgrade et l'archevêque de Zagreb.

La tradition turque dont les Serbes ont été imprégnés cinq siècles durant veut qu'une seule communauté religieuse détienne le monopole du pouvoir politique et bénéficie, pour ainsi dire, d'un statut de la nationalité dominante, les autres communautés ne pouvant prétendre qu'au libre exercice de leur culte et de leurs activités économiques, à l'exclusion de toute participation à la direction politique du pays. La classe dirigeante serbe ainsi que le peuple serbe lui-

même sont profondément imprégnés de cette tradition byzantine et turque. Voilà pourquoi on a trouvé naturel, en Yougoslavie, que le pouvoir politique revienne de droit, en quelque sorte, à un groupe serbe orthodoxe, où qu'il se trouve et si minime qu'il soit. A cause de cette tradition, on traite les musulmans en renégats qui, ayant trahi la foi chrétienne, sont passés à l'Islam, et les catholiques en hérétiques latins. Comment admettre que ces «renégats» et ces «hérétiques», même s'ils représentaient la majorité de la population, puissent avoir la prédominance sur les bons orthodoxes en Bosnie et en Croatie? Dans l'Empire Ottoman, les musulmans n'étaient-ils pas partout les maîtres et les chrétiens les sujets, «la raya» selon l'expression turque? «Puisque nous sommes en Serbie, concluaient alors les Serbes, il est logique que nous, les orthodoxes, soyons les maîtres, et les musulmans et les catholiques, des 'rayas'». La formule du vieux Pasic: «Tous les Serbes doivent être libérés, tous les Serbes doivent être rattachés à la Serbie», innocente et juste en apparence, exprimait en fait cette conception. Quand les truquages parlementaires ne suffirent plus à la réaliser, le roi Alexandre recourut à la dictature, avec la bénédiction du patriarche et des évêques orthodoxes.

C'est dans cet esprit que, sous l'égide de Belgrade, fut instaurée en Bosnie et en Croatie, la domination de la minorité serbe-orthodoxe sur la majorité catholique et musulmane. Ces derniers auraient peut-être supporté le monopole serbe à la direction générale de l'État yougoslave, si leur éviction du pouvoir local dans «leurs provinces ancestrales», qu'ils assumaient depuis des siècles même sous la domination étrangère, ne les avait exaspérés et n'avait fait déborder le vase... Cette controverse locale, portée à son comble, fut la cause déterminante des mas-

sacres dont les catholiques et les musulmans donnèrent le signal en 1941, afin de se débarrasser de la minorité locale orthodoxe considérée par eux comme une «cinquième colonne» grand-serbe. Ce faisant, ils oubliaient les lois de l'éthique, la proportion des forces antagonistes et l'ensemble du problème serbo-croate.

Cette conception que le pouvoir politique en Bosnie et en Croatie doit revenir à la minorité orthodoxe serbe constitue jusqu'à présent le plus grand obstacle à la consolidation de l'État yougoslave. L'influence prédominante de l'esprit religieux sur la conscience nationale aboutit à une divergence insoutenable des positions serbes et croates. Les Croates veulent traiter la minorité locale serbe sans tenir compte de son appartenance à la nation serbe. Les Serbes, de leur côté, suivant leur conception religieuse, trouvent moralement justifié d'imposer en Bosnie et en Croatie la domination de la minorité orthodoxe à la majorité musulmane et catholique.

Ces deux prétentions absurdes sont à la base de l'impasse yougoslave.

Tous les mouvements politiques traditionnels, serbes et croates, aussi bien nationalistes que paysans, sont prisonniers de ces conceptions stériles. Il semblait donc que le communisme seul avait la capacité de surmonter cet obstacle. Cependant l'alliance du communisme stalinien avec l'Église orthodoxe et le statu quo grand-serbe depuis 1936, — conservés par le communisme titiste après le différend avec Moscou jusqu'aujourd'hui, — a empêché le communisme yougoslave de résoudre le conflit entre les deux Églises et les deux peuples, conflit qui empoisonne toute la vie intérieure de la Yougoslavie.

S'inspirant dans une certaine mesure de la tactique de Moscou, entre 1923 et 1936, lorsque l'U. R. S. S. combattait

la Yougoslavie grand-serbe, le Parti Communiste Yougoslave a organisé un État fédéral yougoslave en reconnaissant à chaque peuple sa personnalité particulière; on a accordé avec raison à la Bosnie-Herzégovine un régime autonome. Mais, par un procédé oblique, on vide ces réformes de leur contenu.

La Constitution de la République de Croatie proclame que la minorité serbe en Croatie (14 p. 100 de la population d'après les statistiques de Tito de mars 1948) n'est pas une minorité nationale, mais une nation à égalité avec les Croates. Cette stipulation constitutionnelle annule *ipso facto* la souveraineté croate au sein de la République croate. Elle annule aussi leurs droits démocratiques en tant que majorité, en donnant en même temps une base juridique pour imposer la domination de la minorité serbe sur la majorité croate. Il est évident qu'une nation jouissant librement de son pouvoir de décision ne consentirait jamais à une pareille abdication en faveur d'une minorité. En Bosnie, où la minorité serbe est très importante (44 p. 100 de la population totale), les Serbes se sont assuré par voie de fait le monopole du pouvoir politique; pour qu'ils le conservent plus facilement, on a soigneusement omis de fixer dans la Constitution de la République de Bosnie-Herzégovine les droits des Croates en général et des musulmans en particulier.

Derrière la façade yougoslave, c'est la Grande Serbie qui s'est en réalité reconstituée en 1945. Grâce au système du Parti unique, le fédéralisme de cette nouvelle Yougoslavie fonctionne dans la pratique comme un centralisme grand-serbe des plus rigides.

Une question vient alors à l'esprit: Tito étant un Croate, comment expliquer sa politique? Si on lui concède d'avoir sacrifié aux Serbes les Bulgares et les Albanais, comment

admettre qu'il ait agi de la même manière à l'égard des Croates?

Sans analyser ici cette question, je me bornerai à mentionner ce fait capital: dès que Moscou et le Parti Communiste Yougoslave inaugurèrent la politique «grand-serbe», les communistes et le bureau du Parti Communiste de Croatie commencèrent à la combattre. Cette opposition des communistes croates amena Tito à procéder à deux épurations au sein du Parti Communiste croate: l'une en 1939, l'autre à la fin de 1944. En agissant ainsi, il a montré qu'il ne représentait pas les communistes croates et encore moins la nation croate. Le petit groupe d'amis personnels de Tito parmi les communistes croates (Gosnjak, Salaj, Mrazovic, etc.) ne compte que quelques fonctionnaires des syndicats. Indifférents au problème national, ils ont accepté «dans l'intérêt du communisme» de s'agréger au groupe panserbe, suivant les instructions de Moscou, à dater de 1936. Ce noyau d'amis croates du maréchal joue actuellement un rôle de premier plan dans les sphères dirigeantes de Belgrade et, depuis le conflit avec Moscou, s'affirme, au côté de Tito, comme l'adversaire déterminé des prétentions moscovites.

Or ce fut parce que les communistes yougoslaves voulaient préserver les positions grand-serbes (acquises surtout avec l'aide de Moscou) dans le domaine de la politique extérieure que le conflit avec Moscou éclata. A partir de 1945, en effet, le Kremlin voulait remplacer le monopole serbe dans les Balkans par un condominium serbo-bulgare. Les dirigeants communistes de Belgrade se cabrèrent afin de défendre la souveraineté yougoslave, c'est-à-dire serbe, contre la vassalité soviétique et la suprématie serbe dans les Balkans contre les prétentions bulgares. Nous avons vu alors la Yougoslavie réclamer à haute voix l'égalité entre Belgrade et Moscou, sans admettre

l'égalité entre Sofia et Belgrade, et moins encore entre Belgrade et Zagreb.

La menace constante d'agression que Moscou fait peser sur la Yougoslavie oblige Tito à chercher un appui auprès de l'Occident. Mais les contacts de la Yougoslavie avec l'Occident et l'aide qu'elle en reçoit provoquent chez les communistes serbes un revirement pro-kominformiste. De ce fait, Tito perd petit à petit, la base sur laquelle il s'appuyait jusqu'alors et son régime entre dans une phase d'incohérence. C'est un élément nouveau dans la situation complexe du régime qui pourrait lui être fatal.

Comment cela se produisit-il? En vue de consolider intérieurement la Yougoslavie et de renforcer sa capacité de résistance aux pressions de Moscou, l'Occident demanda notamment la cessation des persécutions contre les catholiques de Yougoslavie — qui constituent la moitié de la population et qui sont, par excellence, pro-occidentaux — et de libérer l'archevêque de Zagreb. C'est alors que certains ministres serbes de Tito, aussi bien à Zagreb qu'à Belgrade, tournèrent à nouveau les yeux vers le Kominform, vers Moscou, en se disant: «S'il fallait conserver l'indépendance nationale de la Yougoslavie au prix de l'octroi de l'égalité entre les Serbes et les Croates, entre les catholiques et les orthodoxes, il-vaudrait mieux sacrifier cette indépendance et se soumettre à Moscou pour pouvoir continuer à persécuter les catholiques, les Croates.» Voilà la logique balkanique! Il serait cependant très injuste d'affirmer que les Serbes sont seuls à raisonner et à agir de la sorte. Leurs voisins et adversaires sont également prêts à en faire autant. Pavelic, Hebrang, Hoxa, Tchervenkov ont déjà fait leurs preuves à ce sujet.

L'intervention directe de la Russie dans les affaires balkaniques a ouvert une crise grave dans les relations

serbo-bulgares. Le rapprochement de Tito avec l'Occident a, de son côté, révélé la nécessité primordiale d'assainir les relations serbo-croates. De sorte que nous nous trouvons en présence des facteurs fondamentaux du problème yougoslave: les relations serbo-croates et serbo-bulgares.

Les Serbes sont à tous points de vue trop faibles pour pouvoir serbiser les autres Slaves balkaniques ou s'imposer à eux, à l'exemple des Grands-Russes à l'égard des autres peuples de l'U. R. S. S. La prétention serbe de faire de la Yougoslavie une petite U. R. S. S. grand-serbe des Balkans manque des prémisses essentielles et ne peut être qu'une aventure à court terme, plus éphémère que celle des Karageorgévitch qui tentèrent de faire de la Serbie une Prusse yougoslave-balkanique. En U. R. S. S., les Grands-Russes n'ont pas à affronter un peuple qui pourrait sérieusement les contrebalancer. En revanche, les Serbes ont affaire aux Croates et aux Bulgares, deux peuples qui les égalent. C'est ce rapport des forces rivales entre les peuples slaves des Balkans qui met constamment en danger le grand-serbisme et qui, depuis trente ans, est à l'origine de la politique intérieure et extérieure de Belgrade, de ses violences, de ses coups d'État et de ses volte-face sur l'échiquier international. Sa phase actuelle n'est donc qu'un des épisodes transitoires. Pour créer quelque chose de durable en Yougoslavie, il faudrait en premier lieu consolider sa base en mettant fin au régime grand-serbe, insoutenable à cause de la simple relation des forces en présence, excluant toute consolidation sérieuse de l'État.

En reportant aux chapitres suivants l'analyse plus circonstanciée de différents aspects du problème yougoslave, je veux indiquer tout de suite au lecteur les points cruciaux de ce problème, petit et complexe à la fois.

Pour pouvoir dominer les Croates et les Macédoniens, plus ou moins avec l'aide des Monténégrins et des Slovénes, la tactique de la politique grand-serbe consistait à empêcher à tout prix les Bulgares de se joindre à la communauté des peuples yougoslaves.

Ce stratagème a ses défauts. Même dans une Yougoslavie sans les Bulgares, le rapport des forces est tel que la domination serbe ne peut pas s'y maintenir. D'autre part, il est impossible de séparer les Bulgares du problème macédonien, comme le voudrait cette conception politique. Si les Serbes voulaient envisager une consolidation de la «Petite Yougoslavie» (sans les Bulgares), ils devraient renoncer aux Macédoniens. Sans quoi le problème bulgare resterait toujours ouvert et le problème serbo-croate inséparable des relations serbo-bulgares. Une autre erreur de la conception traditionnelle grand-serbe est de nourrir l'illusion de pouvoir consolider la Yougoslavie tout en s'opposant à l'unité de la Macédoine et en consacrant son partage, comme c'est également une erreur de s'opposer à l'union nationale albanaise en cherchant à conserver en Yougoslavie les territoires à population albanaise annexés à la Serbie par Pasic en 1912.

Le conflit Belgrade-Moscou change, comme nous le verrons plus loin, ces deux problèmes du point de vue tactique, mais non stratégique.

Tant que la Grande Serbie jouissait de l'appui de la Russie, elle pouvait encore tenir. Mais, du moment que la Russie avec sa forte position dans les Balkans demande un changement, la relation des forces devient telle qu'elle ne permet plus à la Grande Serbie de se maintenir longtemps. La question est alors de savoir qui fera le changement: Tito ou les Russes? En faveur de l'Occident ou de